



Résister pour gagner

Le 1^{er} mai, journée internationale de lutte des travailleurs et travailleuses, 300.000 manifestants de tout âge se sont côtoyés pour la paix juste et durable, pour nos retraites, nos salaires et pensions.

Il nous faut une autre politique pour sortir notre pays de cette crise profonde et multiforme ; la CGT a des propositions pour construire une autre société. Mais le Premier ministre occupe les médias en parlant de comptabilité budgétaire pour détourner l'attention des véritables enjeux : prendre dans les poches des plus modestes, détruire les services publics, la sécu, réduire les aides sociales...enfin tout ce qui fait le lien **social**. **Face à cette politique, la CGT appelle à l'égalité, la solidarité, la démocratie.**

Le projet de loi Service universel postal sera en débat à l'Assemblée à partir du 6 mai. La CGT FAPT et toute la CGT doivent peser pour contrecarrer ce projet.

Réagissons, résistons pour contrer cette politique en faveur des plus riches!

Le 13 mai, la CGT, FSU, Solidaires, UNSA et CFC-CGC lancent un appel à la grève dans la fonction publique pour les salaires et les pensions, les services publics et l'emploi. **La CGT appelle le même jour à des rassemblements sur tous les sites d'Arcelor-Mittal pour empêcher 636 suppressions d'emploi.**

Le 16 mai, journée mondiale pour la Paix, le collectif des « Marches pour la Paix » appelle à manifester. Cette journée doit être réussie au regard de la situation de guerres et de conflits dans de nombreux pays.

Le 5 juin, la CGT appelle à une journée d'action interprofessionnelle à partir des revendications spécifiques de chaque profession et aussi pour l'abrogation de la retraite à 64 ans.

Les retraité.es, nous y serons avec nos revendications spécifiques. Nous sommes à nouveau le cœur de cible: le gouvernement veut supprimer les 10% accordés aux retraité.es. Cet abattement, en vigueur depuis 1978, vise à neutraliser les réformes du calcul de l'impôt sur le revenu et à atténuer, en partie, la perte de revenu au passage à la retraite. Il n'a aucun lien avec la déduction forfaitaire de 10 % pour frais professionnels. Si cette mesure était mise en œuvre, 11 millions de retraité-es verraient leurs taux d'imposition augmenter, **avec le risque de voir augmenter leur taux de CSG**, et plus de 500.000 retraité-es deviendraient imposables.

L'UCR-CGT appelle l'ensemble des retraité-es à se mobiliser massivement le 5 juin 2025, aux côtés des salarié-es, du privé comme du public, pour la revalorisation des pensions et la reconquête d'une protection sociale intégrale et solidaire. Gagnons la mobilisation de tous les syndiqués, nos ami-es, voisin-es, les salarié-es que nous rencontrons ! La mobilisation se gagne, toutes et tous ensemble !

Flashinfo

Vie syndicale

Avril 2025, 334 adhésions dont 12 retraité.es à la CGT FAPT. 806 démissions dont 227 retraité.es. L'expérience nous dit que lorsqu'il y a un contact après réception d'une démission, la/le syndiqué-e reste à la CGT dans la majeure partie des cas. Provoquons des contacts entre syndiqués pour parler CGT, apporter des arguments contradictoires à la pensée unique imposée par la plupart des médias phagocytés.

Le 38ème congrès CGT FAPT se



déroulera à Paris porte de Charenton du 20 au 24 avril 2026.

Luttes

Un salarié, aidé par la CGT FAPT 93, conteste son licenciement pour inaptitude en référé au conseil des prud'hommes. Le tribunal de Bobigny **annule l'avis d'inaptitude** avec impossibilité de tout reclassement. Depuis 1 mois, les factrices et facteurs du site de **distribution d'Afa-Baléone**, en Corse, sont en grève et occupent leur lieu de travail contre la suppression d'une prime de 500 euros mensuels, acquise par la lutte et versée depuis 2020. Vous pouvez envoyer votre solidarité financière à la Fédération. CGT FAPT

263 rue de Paris case 545 93515
Montreuil cedex. CCP : 20376D Paris

La lutte est belle : un album pour les 130 ans de la CGT

Pour ses 130 ans, la CGT va créer un album de chants de luttes historiques mais aussi de nouveaux chants ou/et airs de contestation et de résistance pour accompagner les combats à venir. L'album est proposé en contrepartie de vos dons de 30€ et plus, pour un tarif de soutien.

Protection de l'enfance

La loi Attal prévoit de condamner les parents des enfants délinquants, de juger les enfants à partir de 15 ans comme des adultes, voire de les emprisonner... alors que **seul l'intérêt de l'enfant** devrait être au cœur des débats et la primauté donnée à l'éducatif. Pourtant, la part des délits commis par des mineurs est passée de 22 % en 1998 à 12 % en 2023. Ce texte serait en opposition avec la Convention internationale des droits de l'enfant signée par la France.

Les entreprises françaises sont les plus taxées d'Europe ?

Anne-Laure Delatte, chercheuse au CNRS : pour comparer, il est utile de prendre en compte les aides publiques reçue par les entreprises. En moyenne, les prélèvements français des entreprises ont baissé de **0,8 % chaque année** depuis vingt-cinq ans, tandis qu'ils augmentaient de **1 % par an** chez nos voisins européens. Les mesures en faveur des entreprises représentent **40 milliards d'euros par an** depuis 2017 en France.



La CGT propose 16 mesures d'urgence contre la guerre commerciale

A retrouver sur cgt.fr/16-mesures-d-urgences. Le relèvement des droits de douane décidé par D.Trump a déclenché une réaction en chaîne sur les grandes places boursières internationales : c'est le signal d'une nouvelle phase de crise systémique du capitalisme mondialisé. Le risque est immense pour l'Europe de se retrouver avec une économie écrasée entre l'impossibilité de vendre aux Etats-Unis

et le déferlement des produits fabriqués dans des pays à bas coût.

Groupe Orange :

Pour le 1^{er} trimestre 2025 : +0,6% de chiffre d'affaires (9,9 milliards €) porté par la dynamique de la zone Afrique et Moyen-Orient (+12,8 %). La France, cœur historique du groupe, voit ses revenus reculer de 1,3 %, signe d'une pression croissante de la concurrence et un environnement économique difficile.

Les salariés payent le prix fort de cette course effrénée à la rentabilité : multiplication des restructurations et des plans d'économies drastiques au détriment de leurs conditions de travail et de leur santé.

Le gouvernement veut une délégation de service public de La Poste, fixée par décret, qui ajusterait le service public à la finance.

La Poste, 1^{er} service public de proximité garantit l'égalité d'accès partout. La CGT FAPT dénonce l'opacité totale des contrats liant l'État et La Poste et, dans [une grande consultation](#), met en débat l'**appropriation publique et démocratique** des activités postales, incluant les missions de service public. **Défendre les services publics, c'est défendre la démocratie**

Les multinationales

pharmaceutiques, pour qui la santé n'est que prétexte à fric, **exigent** de la Commission Européenne :

- Des règles plus souples sur les prix des médicaments,
- La révision de normes environnementales,
- L'accélération des procédures de mise sur le marché.

Ces preneurs d'otages reversent 62.3 milliards de dividendes en 2 ans surtout à des fonds de pensions et d'investissements... **Il faut un grand pôle de la santé** qui inclut médicament et matériel médical, administré par la Sécu.

Travailleurs frontaliers

Le gouvernement a publié le 21 mars un décret basant l'indemnisation chômage sur le salaire habituellement pratiqué dans la zone géographique de résidence, pour satisfaire le patronat. La CGT s'oppose au démantèlement des droits des travailleurs frontaliers et détachés et demande au contraire leur renforcement. Elle salue leur mobilisation et les appelle à nouveau à la plus grande vigilance.

Droits LGBTQIA+ : un combat syndical

Discriminations, violences, invisibilisation : au travail aussi, les

personnes LGBTQIA+ subissent des injustices. Pour agir syndicalement, la CGT organise le 17 juin à Montreuil, une journée d'étude ouverte à toutes et tous les syndiqué·es pour former, débattre et renforcer l'action syndicale pour faire reculer toutes les discriminations.

73% des salariés pour l'abrogation de la réforme des retraites

Alors que le gouvernement veut fermer la discussion sur l'âge de départ à la retraite et l'abrogation de la réforme de 2023, la CGT a fait le choix de s'adresser directement aux salariés : campagne de terrain, meetings, matériel d'information... et le constat est unanime. Un sondage IFOP vient confirmer ce que la CGT revendique : les français estiment très majoritairement qu'il faut abroger cette mauvaise réforme.

Mayotte

La visite éclair de Macron y a apporté un projet de loi qui ne répond pas aux urgences sociales. Vie chère, pénurie d'eau, conditions indignes d'accueil à l'hôpital, absence de transport public, conventions collectives non appliquées, des pensions au rabais (260 € en moyenne), SMIC à -25% que dans l'hexagone, remplacement des grévistes de chez ETC, filiale de Colas, par des intérimaires. Mais des cadeaux fiscaux aux entreprises et la lutte contre l'immigration restent la boussole du gouvernement.

28 avril, journée mondiale de la santé au travail

A l'appel de la CGT, beaucoup de rassemblements devant les hôpitaux, les préfectures... pour rendre hommage aux morts au travail et dire stop ! En 2023, 759 travailleurs sont morts à la suite d'un accident du travail. Un chiffre qui ne cesse de grimper depuis 2020. La CGT exige le retour des CHSCT, des moyens pour renforcer le rôle des inspecteurs du travail, un regard des CSE sur la sécurité des salariés et information/consultation sur les AT-MP

Biélorussie

Depuis que le gouvernement du Belarus a dissout les syndicats indépendants, a arrêté leurs dirigeants et a désigné les syndicats comme des organisations extrémistes, des dizaines de syndicalistes sont toujours en prison, de nombreux sont désormais en exil et des centaines ont fait l'objet d'arrestations, d'intimidation et de violence physique et psychologique. La CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC, la CFTC, l'UNSA, Solidaires et la FSU demandent au gouvernement Macron d'intervenir pour le respect de l'article 33 de l'OIT.

Vie Nouvelle

Ce n° nous rappelle qu'il faut faire l'économie... de la guerre, car seule la diplomatie met fin aux conflits ! Après le dossier sur la Sécu et le fait que les retraités ont cotisé pour avoir des droits, on aborde le défi des maladies neurodégénératives, la « *transition* » numérique, Martha Desrumaux, la Pasionaria des Flandres, **16 € 1an 6 n°**

